

should abandon the term and substitute *world policy*, as we do in our title, to denote the meaning we have in mind.

We shall not argue that one must make a choice between the two questions raised above. It is obvious that Canadian Embassies abroad must represent Canada to other nations, must be concerned about problems posed by Canadians living abroad, and must continue to seek to develop trade policies which will help both Canadian manufacturers and consumers as well as foreign consumers and manufacturers; that is we need a foreign policy in the narrow sense, but we also need a world policy. For this purpose we should have a clear-cut vision of the world we want to exist within one or two score years.

A WORLD POLICY GOAL

We believe that Canada needs a clearly defined goal for her foreign policy, so that any agreement made or actions taken can be based on sound planning, preparation and information. Canadians should decide what we want our role in the world to be and what changes we want to effect in the international situation. The formulation of an objective and regular reassessment of it will give us more opportunity for democratic participation in decision-making than is possible with an entirely pragmatic approach.

We understand that foreign policy is necessarily at least partly a matter of reacting to crises and to other nations' initiatives, whether friendly or hostile. However, if foreign policy is limited solely to such reactions, then we are giving up all opportunities of being initiators ourselves, we play no part in trying to prevent crises rather than merely trying to settle them or soothe them, and we also deny our citizens any participation in foreign policy making, since reactions to crises or day-to-day moves are carried out too quickly to make effective public debate possible before rather than after the action has taken place.

A problem that is raised today may have a dozen perfectly adequate solutions in today's terms; some of these solutions may also be a step towards the world we want to have, some may not be relevant to such a world, and some may actually be counter-productive in terms of the ultimate goal we may have in mind. Without having such an ultimate goal in mind, we have no criterion for judging which of the dozen policies we should choose, and our decision may as well be determined by throwing dice.

WORLD POLICY CHOICES

In determining the goal towards which our world policy should be directed, we do not have an infinite variety of choices. Newcombe (1969) states that there are

matière de politique étrangère et cela donnerait au Canada l'occasion de prendre la place qui lui revient, celle d'un des premiers parmi les plus grandes puissances moyennes. Si *politique étrangère* a la signification étroite que lui donne le livret gouvernemental, nous devrions peut-être abandonner cette expression et y substituer *politique mondiale*, comme nous avons fait dans notre titre, pour mieux exprimer la définition que nous envisageons.

Nous ne voulons pas dire qu'il faille faire un choix entre les deux questions posées ci-dessus. Il est évident que les Ambassades Canadiennes à l'étranger doivent représenter le Canada aux autres nations, qu'elles doivent s'occuper des problèmes des Canadiens vivant à l'étranger et qu'elles doivent continuer à chercher à développer des politiques commerciales qui aideront les manufacturiers et les consommateurs canadiens aussi bien que les consommateurs et les manufacturiers étrangers; c'est-à-dire que nous avons besoin d'une politique étrangère au sens étroit du terme, mais que nous avons besoin aussi d'une politique mondiale. Il est donc nécessaire d'avoir une vision nette du monde que nous voulons avoir dans une vingtaine ou quarantaine d'années.

UN OBJECTIF POUR LA POLITIQUE MONDIALE

Nous croyons que le Canada a besoin d'un objectif bien défini dans sa politique étrangère, de sorte que tout accord conclu ou toute mesure prise puisse être basé sur une planification, des préparations et des renseignements solides. Il faut que les Canadiens décident de leur rôle dans le monde et des changements qu'ils veulent effectuer dans la situation internationale. La formulation d'un objectif et sa ré-évaluation régulière nous donneront plus d'occasions pour la participation démocratique dans les prises de décisions que ne permettrait une façon de procéder purement pragmatique.

Nous comprenons que dans la politique étrangère il s'agit nécessairement, au moins en partie, de réagir aux crises et aux initiatives des autres pays, qu'ils soient amis ou ennemis. Cependant, si nous limitons notre politique étrangère à des réactions semblables, nous renonçons à toute occasion de prendre l'initiative nous-mêmes, nous n'avons aucun rôle en essayant d'empêcher les crises plutôt qu'en essayant de les résoudre ou de les calmer, et nous refusons aussi à nos citoyens la participation dans la formulation de la politique étrangère, puisque les réactions aux crises ou les démarches qui ont lieu de jour en jour sont effectuées trop vite pour qu'un débat public efficace soit possible avant d'agir plutôt qu'après avoir agi.

Un problème soulevé aujourd'hui peut avoir une douzaine de solutions qui sont parfaitement adéquates pour le moment; quelques-unes de ces solutions pourraient aussi constituer une étape vers le monde que nous souhaitons; quelques-unes n'auront pas de rapport avec ce monde souhaité, et d'autres pourraient être contraires à l'objectif final que nous envisageons. Sans cet objectif final, nous n'avons aucun critère pour juger laquelle entre la douzaine de politiques nous devons choisir, et notre décision pourrait être aussi bien fixée par un coup de dé.

CHOIX DANS LA POLITIQUE MONDIALE

En décidant du but vers lequel nous devrions diriger notre politique mondiale, nous n'avons pas une variété infinie de choix. Newcombe (1969) constate qu'il n'y a